



Association pour le développement de l'éducation en Afrique



La réinsertion scolaire des enfants soldats en Ouganda



par le colonel Kale Kayihura

La réinsertion scolaire
des enfants soldats
en Ouganda

La réinsertion scolaire des enfants soldats en Ouganda

par le colonel Kale Kayihura, commissaire politique en chef
par intérim des Forces armées du peuple de l'Ouganda



Les points de vue et opinions exprimés dans ce document sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à ses membres, aux organisations qui lui sont affiliées ou à toute personne agissant au nom de l'ADEA.

Ce document a été financé par les fonds programme de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) auquel les organisations suivantes ont contribué : la Banque africaine de développement (BAD) ; le Département de la coopération pour le développement, ministère fédéral des Affaires étrangères, Autriche ; l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ; l'Agence danoise de développement international ; le ministère des Affaires étrangères, Direction générale de la coopération internationale et du développement, France ; le ministère des Affaires étrangères, Finlande ; le département des Affaires étrangères, Irlande ; le ministère des Affaires étrangères, Norvège ; le ministère néerlandais des Affaires étrangères ; Department for International Development (DfID), Royaume-Uni ; la Direction du développement et de la Coopération (DDC), Suisse ; l'Agence suédoise de développement international (ASDI) ; la Banque mondiale ; le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) ; l'Institut international de planification de l'éducation (IPE) ; la Fondation Rockefeller ; l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ; l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID).

Publié par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)
ISBN 92-9178-019-7

L'édition anglaise de cette publication (édition originale) est intitulée "Uganda: The Integration of Child Soldiers into the School System" est disponible : ISBN 92-9178-018-9

Couverture et mise en page : Marie Moncet

© Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) 2000

Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)
Institut international de planification de l'éducation
7-9 rue Eugène-Delacroix, Paris 75116, France
Tél. : +33/ (0) 145 03 37 96 – Fax : +33/ (0) 145 03 39 65
Mél : adea@iiep.unesco.org – Site Internet : www.adeanet.org

Table des matières

| | |
|--|-----|
| Abréviations | vi |
| Préface | vii |
| 1. Introduction | 1 |
| Définition d'un « enfant soldat » | 1 |
| Le programme de réinsertion scolaire des Kadogos | 1 |
| 2. Contexte | 3 |
| Nature du problème | 3 |
| Genèse du problème | 5 |
| 3. Objectifs et stratégie du programme de scolarisation des Kadogos | 7 |
| Objectifs | 7 |
| Stratégie | 8 |
| 4. Mise en place du programme | 11 |
| Étape préparatoire | 11 |
| La mise en œuvre du programme | 14 |
| État de l'école des Kadogos | 15 |
| 5. Résultats du programme | 17 |
| Performance scolaire | 17 |
| Alphabétisation et adaptation | 18 |
| 6. Conclusions | 19 |
| L'évaluation | 19 |
| Leçons à tirer | 19 |

Abréviations

| | |
|--------|--|
| NRM | Mouvement de résistance nationale (<i>National Resistance Movement</i>) |
| NRA | Armée de résistance nationale (<i>National Resistance Army</i>) |
| ONG | Organisation non-gouvernementale |
| RIF | Programme de réduction des forces armées (<i>Reduction in Force Program</i>) de la Banque mondiale |
| UNICEF | Fonds des Nations unies pour l'enfance |
| UNLA | Armée de libération nationale de l'Ouganda (<i>Uganda National Liberation Army</i>) |

Préface

L'Ouganda a le grand plaisir de contribuer à la série d'« Expériences africaines réussies » publiées par l'ADEA. La création de cette série a reçu, en 1994, l'approbation du Bureau des ministres de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA). La présente publication « La réinsertion scolaire des enfants soldats en Ouganda » décrit la façon dont le gouvernement a conçu, mis au point, financé et géré un programme destiné à réintégrer les enfants soldats dans la communauté. Après la guerre de libération de 1986, conformément à la loi, l'armée ne pouvait les recruter car ils n'avaient pas encore 18 ans.

En 1986, le Mouvement national de résistance (MNR) vint au pouvoir et, en 1987, le programme scolaire pour les enfants soldats (appelés « Kadogos » en kiswahili ou « les petits ») se mit en place. A l'origine, les enfants concernés avaient fui vers le camp de l'Armée Nationale de Résistance (ANR) le plus proche ou bien avaient été découverts dans la brousse par les patrouilles de l'ANR ou des unités de combattants. L'ANR n'avait pas pour politique de recruter des enfants dans l'armée.

Il se posait une question essentielle : qu'allait-on faire des nombreux « enfants soldats » qui n'étaient plus des enfants ordinaires, mais n'étaient pas non plus devenus des soldats ordinaires ?

Les Kadogos avaient un niveau scolaire variable : certains étaient illettrés, d'autres avaient acquis des connaissances de l'enseignement primaire. Ils représentaient plusieurs groupes d'âges. En 1986, on décomptait 1.600 enfants soldats ; en 1991, il n'en restait plus que 300.

Le gouvernement, ayant reconnu que le problème des enfants soldats était bien réel, surtout celui des enfants qui avaient été adoptés par l'ANR, prit la ferme décision d'instaurer un programme de réhabilitation. Le ministre de la Défense, en collaboration avec le ministre de l'Éducation et des Sports, mis sur pied ce qui est usuellement nommé « l'école de Kadogos ».

Dans l'ensemble, les défis et les difficultés affrontés lors de l'intégration des « enfants soldats » dans l'armée et dans l'ensemble de la communauté, fut une expérience enrichissante. C'est cette expérience que nous voulons partager. Mais il est important de réaliser que la création de ce programme a été imposée en grande partie par les circonstances particulières que l'Ouganda a dû affronter au cours du combat pour la libération. Nous voudrions que d'autres pays dans des situations et des circonstances aussi difficiles puissent bénéficier de notre expérience, qui, nous le souhaitons, restera une partie de notre histoire et ne se renouvellera pas.

C'est pourquoi l'auteur, dans cet article, souligne les problèmes et les défis, explique l'origine du problème, décrit les réalisations du programme scolaire des Kadogos et évalue ses résultats. Mais les circonstances particulières de l'expérience ougandaise sont peut-être moins importantes que ce qu'elle nous a enseigné. En vérité, c'est une grande chance que ce travail ait été entrepris par une personne ayant vécu cette expérience de près : le Colonel Kale Kayihura.

Je félicite le Colonel Kayihura pour sa façon claire d'analyser et d'articuler cet élément de l'histoire récente de la libération de l'Ouganda. Je remercie vivement l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) d'avoir accepté de diffuser cette expérience auprès d'un public plus large.

Dr. E. Khiddu-Makubuya
Ministre de l'Éducation et des Sports
République de l'Ouganda

1. Introduction

Définition d'un « enfant soldat »

En Ouganda, un « enfant soldat » désigne un soldat âgé de moins de 18 ans. En vertu des lois ougandaises, l'armée ne peut recruter en dessous de cet âge. Ces soldats sont affectueusement appelés Kadogos, (c'est-à-dire « petits » en kiswahili).

En 1986, à l'arrivée au pouvoir du Mouvement de résistance nationale (National Resistance Movement – NRM) en Ouganda, on comptait dans l'Armée de résistance nationale (*National Resistance Army* ou NRA), la nouvelle armée nationale, au moins 300 enfants soldats.

Toutefois, la NRA n'avait pas délibérément recruté ces enfants soldats, dont certains avaient à peine cinq ans, pour livrer ses combats de brousse, comme on l'a souvent prétendu en 1986. Ces enfants étaient des orphelins ou des enfants abandonnés, victimes de la politique de la « terre brûlée » de l'armée gouvernementale d'alors, l'Armée de libération nationale de l'Ouganda (*Uganda National Liberation Army* ou UNLA), durant sa campagne contre la NRA, cette guerre de brousse qui a fait rage dans le pays de 1981 à 1986.

Ces enfants s'étaient réfugiés au camp de la NRA le plus proche ou avaient été trouvés dans la brousse par les patrouilles ou les combattants de la NRA.

Le programme de réinsertion scolaire des Kadogos

Le « programme de scolarisation des Kadogos » fut créé en 1987 pour réinsérer les enfants soldats dans le système scolaire. Bien que seulement 276 sur les 1 580 Kadogos inscrits en 1991 aient continué comme élèves ou étudiants, on estime que ce programme est une réussite, pour plusieurs raisons.

On notera d'abord que plus de 400 soldats, comptés à l'origine parmi les Kadogos, avaient 18 ans ou plus, l'âge requis pour intégrer l'armée. Ceux-là furent donc réintégrés dans l'armée. Le nombre de 1 580 Kadogos en 1991 avait donc été exagéré.

Malgré cela, ces soldats – dont beaucoup étaient analphabètes – reçurent une instruction de base et savaient au moins lire et écrire à leur retour dans l'armée. Dès lors, ils ont contribué à l'efficacité de leurs unités de déploiement, entre autres comme instructeurs dans les écoles de formation militaire.

De plus, le programme a pu démarrer malgré le manque de fonds du gouvernement. Ceci est d'autant plus remarquable qu'après une guerre de cinq ans, le pays avait de nombreux autres défis à relever : pacifier le pays, reconstruire les infrastructures physiques endommagées, consolider les structures sociales ébranlées, redresser la situation économique.

Malgré ces difficultés, le gouvernement a conçu, élaboré, financé et géré le programme pratiquement sans aide extérieure. Il a réussi à le maintenir et l'on peut affirmer en toute confiance qu'il a atteint les objectifs pour lesquels il avait été élaboré.

On remarquera que les Kadogos qui ont poursuivi leurs études sont d'excellents sujets tant du point de vue de la discipline que des résultats. Ils sont exemplaires dans chacun des établissements où ils étudient. Certains d'entre eux ont même compté parmi les meilleurs étudiants de l'Ouganda.

2. Contexte

Nature du problème

En 1986, lors de la prise du pouvoir par le NRM, l'avenir des enfants soldats constituait réellement un problème. N'ayant pas atteint l'âge minimum de 18 ans, ils ne pouvaient poursuivre leur service actif. D'un autre côté, il était difficile de les démobiliser et de les renvoyer à la vie civile.

D'abord, ces enfants, pour la plupart orphelins, étaient devenus les enfants « adoptifs » de la NRA depuis l'époque des combats dans le triangle de Luwero. Ils comptaient sur l'armée pour leur sécurité, leur bien-être et leur avenir. Rendus à la vie civile, où iraient-ils ? Peut-être échoueraient-ils dans des orphelinats. Mais ceux-ci étaient, à l'époque, dans un piteux état et qui plus est, convenaient-ils vraiment aux Kadogos ?

L'armée et le gouvernement avaient l'obligation morale et nationale de faire en sorte que les Kadogos ne soient pas abandonnés à un avenir incertain.

Par ailleurs, il était impossible de traiter les Kadogos comme des enfants ou des soldats ordinaires. C'étaient des enfants qui avaient vécu l'épreuve du feu, affronté les souffrances de la guerre et même la mort. Certains d'entre eux avaient mené des hommes au combat. Fiers soldats d'une armée victorieuse, ils n'auraient pas accepté d'être relégués dans l'ombre alors que la NRA parvenait au sommet de sa gloire.

Se contenter de les démobiliser et de les réinsérer dans le système scolaire civil était donc très difficile. Démoralisés, ils auraient refusé d'aller à l'école. Ou encore, une fois à l'école, ils se seraient difficilement laissés prendre en mains par des autorités scolaires qui ne pouvaient appréhender ce que les enfants soldats avaient vécu et pouvaient même être insensibles à leur situation délicate.

Les organisations locales et internationales exercèrent une forte pression sur le gouvernement immédiatement après sa prise de pouvoir en 1986, pour que les enfants soldats soient démobilisés et envoyés à l'école.

Quelques organisations internationales et les médias internationaux menèrent une campagne sur le problème des enfants soldats. Ils critiquèrent le président Yoweri Museveni et la NRA, accusés « d'exploiter les enfants » en les envoyant abusivement au combat.

Dans une lettre à Mme Betty Bigombe, alors ministre d'Etat déléguée au cabinet du Premier ministre de l'Ouganda, le Groupe de défense des droits de l'homme de l'Ouganda (*Ugandan Group for Human Rights*), basé à Londres, soutenait que quelque 3 000 enfants étaient concernés lors de la prise du

pouvoir par le NRM en 1986 et qu'ils « représentaient 15 % de son armée totale (celle du président Museveni) ».

Le Groupe exigeait que les enfants soient immédiatement soustraits aux violences, aux armes et à la guerre ; qu'ont leur donne la possibilité de commencer ou de poursuivre leurs études ; qu'ils puissent choisir de rester ou non dans l'armée ; et qu'il leur soit possible de rejoindre leurs parents ou leurs proches.

C'était évidemment méconnaître la situation. Il était erroné de dire, par exemple, qu'il y avait 3 000 enfants soldats dans la NRA en 1986 ou à toute autre date. On en dénombrait 300 seulement en 1986, et le total des inscrits ne dépassa jamais les 1 580 Kadogos enregistrés en 1991. La plupart de ces enfants soldats venaient d'autres groupes de combat qui s'étaient joints à la NRA en 1986 ou de groupes rebelles qui s'étaient rendus à la NRA entre 1987 et 1990. Les premiers Kadogos avec lesquels la NRA était sortie de la brousse, n'en constituaient qu'une faible fraction.

En outre, comme M. Amanya Mushega, alors ministre adjoint à la Défense, le notait en 1987 dans une note aux autorités américaines concernées, la situation des Kadogos était bien meilleure que celle des autres jeunes gens qui se trouvaient dans les zones ravagées par la guerre qui n'avaient pas eu la bonne fortune d'être sauvés par la NRA. « Ils s'en sortent beaucoup mieux que des milliers de jeunes Ougandais qui sont analphabètes ou qui souffrent de malnutrition, en raison des conditions arriérées et primitives dans lesquelles un grand nombre de gens, en Afrique en général, et en Ouganda en particulier, vivent », observait-il.

Cette campagne accrut néanmoins la pression sur le gouvernement pour qu'il règle ce problème de toute urgence, qu'il ait ou non les ressources pour le faire, et malgré les autres problèmes, bien plus pressants, du redressement économique.

En août 1986, l'insurrection commençait dans le Nord et l'Est de l'Ouganda.

L'insuffisance des ressources ralentit la phase de mise en œuvre du programme.

Enfin, la diversité des niveaux scolaires des Kadogos posait problème. En situation normale, certains auraient été en septième année du primaire et au-dessus. D'autres n'avaient jamais fréquenté l'école. D'autres encore avaient décroché de l'école à différents niveaux du primaire.

Voici ce qu'indiquait le registre établi le 27 février 1987 :

| | | | | | | | | | | |
|---------------------|----|----|----|-----|-----|-----|----|----|---|---|
| Années scolaires : | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| Nombre de Kadogos : | 60 | 21 | 84 | 137 | 115 | 123 | 87 | 38 | 9 | 4 |

Cette diversité posait un défi de gestion et de planification.

Genèse du problème

Pour comprendre le problème des enfants soldats en Ouganda et porter un jugement sur la façon dont il a été traité, il importe avant tout de savoir comment les choses ont commencé.

En février 1981, Yoweri Museveni entreprit une guérilla contre le gouvernement de Milton Obote arrivé au pouvoir par des élections truquées. Cette guerre se déroulait dans ce que l'on appela le « triangle de Luwero », dans le centre de l'Ouganda.

En mars 1983, l'UNLA – l'armée gouvernementale d'alors – lançait une campagne pour déloger la NRA de ses bases dans le triangle de Luwero, fortement peuplé. Pour ce faire, elle attaqua des villages, détruisit les maisons et tua sans discernement hommes, femmes et enfants innocents.

La NRA – qui était alors l'armée de la guérilla – créa des centres d'accueil pour les survivants de ce « génocide » et leur assura protection, nourriture, soins médicaux et autres. Elle s'efforça autant que possible d'envoyer les femmes, les enfants et les hommes âgés dans des zones plus sûres dans d'autres parties du pays, y compris dans des camps de la Croix-Rouge.

Toutefois, de nombreux enfants, particulièrement les orphelins et ceux dont les parents et les proches étaient introuvables, restèrent avec la NRA. Ce sont ces enfants qui devinrent les Kadogos.

La NRA les a « adoptés » comme ses enfants. Puisque la guerre dans le triangle de Luwero n'avait pas de front, il fallait que les enfants soient entraînés à se défendre, car ils seraient inévitablement pris dans les combats entre la NRA et l'UNLA. On leur enseigna donc les rudiments des techniques d'auto-défense et d'autres pratiques de combat telles que la manipulation d'un fusil, et ils participèrent aux manœuvres. Ils reçurent une instruction politique afin de comprendre les raisons de la guerre et de savoir reconnaître l'ennemi. Lorsque les circonstances le permettaient, ils apprenaient également à lire et à écrire.

Avec le temps, ces enfants s'attachèrent à leurs commandants et vécurent sous leur protection. Ils effectuaient des tâches légères comme le ménage, l'escorte et la messagerie. Durant les combats, ils contribuaient à la garde et à des activités de reconnaissance, et participaient à la collecte de renseignements. Certains Kadogos plus âgés participaient directement aux combats. Certains d'entre eux se distinguèrent même au feu et obtinrent le rang de caporal ou de sergent.

Plus tard toutefois, en 1985 et 1986, pendant les dernières étapes de la guerre, une nouvelle catégorie d'enfants soldats émergea. Comme les unités mobiles de la NRA se déplaçaient dans le pays, des enfants se joignirent à eux, principalement par bravade et goût de l'aventure, surtout quand ils voyaient d'autres enfants dans les rangs de l'armée victorieuse. Ces enfants n'étaient pas orphelins. En fait, un certain nombre d'entre eux étaient des enfants indisciplinés qui avaient saisi ainsi l'occasion de fuir leur foyer.

Après 1986, une nouvelle catégorie d'enfants soldats apparut, quand d'autres groupes de combat anti-Obote rejoignirent la NRA et amenèrent avec eux des enfants soldats.

En août 1986, l'insurrection se déclencha dans le Nord et le Nord-Est de l'Ouganda. Les rebelles recrutèrent des enfants de force et les firent combattre. De 1986 à 1989, des enfants soldats furent trouvés parmi les rebelles de divers groupes qui se rendaient. Cette nouvelle catégorie d'enfants s'est jointe aux Kadogos qui ont été regroupés en vue de leur réinsertion scolaire.

Ainsi, le problème des enfants soldats en Ouganda était-il plus complexe que ce que les ONG et les médias internationaux ont compris et présenté. Au lieu de chercher à comprendre le contexte du problème et d'aider l'armée à le régler, ils attaquèrent le gouvernement du NRM et prétendirent se préoccuper davantage des Kadogos que la NRA, qui s'en était occupée depuis tant d'années. Leur attitude hostile et arrogante n'aida en aucune manière la recherche d'une solution pour l'avenir des Kadogos.

3. Objectifs et stratégie du programme de scolarisation des Kadogos

Objectifs

C'est le ministère de la Défense, en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation, qui a élaboré et mis en œuvre le programme de réinsertion scolaire des Kadogos.

Lors de la conception du programme, le gouvernement a surtout tenu compte de la condition très particulière des enfants soldats. Même si la loi ne reconnaissait pas les Kadogos comme des soldats à part entière, ils l'étaient de fait et désiraient le demeurer.

Bien qu'on ne leur confiât généralement que des tâches légères telles que celles de messager ou de coursier, d'escorte, d'ordonnance ou de personnel d'administration, etc. – ces enfants étaient de fait des militaires. Ils en avaient les grades et en menaient la vie. Selon une enquête effectuée dans l'armée à cette époque, les Kadogos désiraient demeurer dans l'armée.

Il fallait donc que le programme reconnaisse cette réalité et respecte le souhait de ces enfants.

Deuxièmement, le programme devait intégrer le programme scolaire national de l'Ouganda pour que les Kadogos puissent satisfaire aux normes et exigences nationales en matière d'éducation, et puissent être réinsérés dans le système scolaire général du pays.

Troisièmement, le programme devait comprendre une formation pratique, en plus du programme général, afin que chaque Kadogo acquière des compétences utiles tant à l'armée qu'à lui ou elle-même. C'était un moyen de répondre également aux besoins des Kadogos qui, à divers stades, avaient abandonné le système d'éducation formel.

Le programme a donc été spécialement conçu pour éduquer des soldats qui se trouvaient être des enfants. Il visait à leur donner à la fois une formation scolaire et pratique, afin de leur donner le plus possible de connaissances et de compétences. Cela leur permettrait ainsi d'avoir un vaste choix lorsque viendrait le moment de décider de leur avenir.

« Le programme doit former un soldat bien éduqué, doté de compétences pratiques et spécialisées, possédant des connaissances générales, et qui comprend et doit être prêt à maîtriser son environnement non par la magie, mais avec l'aide de la science et la technologie », expliquait M. Amana Mushega.

Stratégie

En 1986 et 1987, des ONG et de simples citoyens firent des propositions au ministère de la Défense concernant l'éducation des Kadogos. Une ONG locale, l'Institut d'éducation « Molly and Paul » de Kampala, qui appartenait et était gérée par d'anciens soldats, proposa de mettre sur pied, au sein de l'infrastructure militaire, une école primaire spéciale pour les Kadogos. Elle offrit de la diriger.

Le Dr Francis Byaruhanga, du cabinet du Président, proposa des programmes à court et long terme. A court terme, il proposait de classer les jeunes soldats selon leur niveau scolaire ; de créer une école primaire spéciale combinant formation théorique et pratique ; et de créer des classes spéciales pour des cours particuliers dispensés à ceux qui avaient abandonné l'école secondaire. A long terme, il suggérait la création d'une académie militaire pour former ceux qui souhaitaient rester dans l'armée.

L'Unicef fit part de sa position au Premier ministre, déclarant que les deux programmes étaient « au centre des discussions des bailleurs de fonds » sur la question de la scolarisation des enfants soldats. L'UNICEF proposa ce qui suit :

- droit à une aide pour tous les enfants soldats âgés de moins de 16 ans en juin 1986 ;
- mise en place d'un recensement, suivi de l'immatriculation des Kadogos (accompagnée d'une notice biographique de base pour chaque enfant soldat) ;
- établissement d'un programme de 3 à 5 ans assurant à tous les enfants :
 - a) une scolarisation primaire ;
 - b) des compétences dans au moins deux domaines choisis parmi les suivants : mécanique, menuiserie, charpenterie, agriculture, électronique ;
 - c) une éducation secondaire pour ceux qui souhaiteraient aller à l'université.

L'UNICEF estimait qu'il fallait agir rapidement pour élaborer le programme, mobiliser les fonds nécessaires et le mettre en oeuvre. Le projet était évalué à un coût de trois à cinq millions de dollars américains, sur une période de cinq ans.

Le gouvernement a longuement consulté les agences et les bailleurs de fonds internationaux sur l'éducation des Kadogos. Malgré leur volonté manifeste d'aider ces enfants, ces derniers insistaient pour que les Kadogos soient retirés du contexte militaire. Ils insistaient pour les séparer de la NRA

qui avait pris soin de veiller sur eux durant les temps difficiles. Les Kadogos eux-mêmes ne souhaitent pas retourner à la vie civile. Ils se considéraient comme partie intégrante de la NRA.

Par ailleurs, l'armée s'inquiétait du bien-être et de l'avenir des Kadogos. Elle se demandait s'il était réellement souhaitable de confier la responsabilité des enfants soldats à des ONG, à des proches ou encore à des services gouvernementaux. Les ONG ne comprenaient pas vraiment la situation des enfants soldats. Les confier à des proches supposait que tous les Kadogos en avaient, ce qui n'était pas le cas ; et, même si c'était le cas, les proches risquaient d'utiliser les aides financières du programme pour résoudre leurs propres problèmes.

Les confier à des institutions civiles n'était pas plus avisé. Selon une enquête effectuée par le Département de l'éducation de la NRA, plusieurs directeurs d'écoles civiles ne voulaient pas accueillir d'enfants soldats, car ils craignaient leur indiscipline et leur mauvaise influence. Ceci confirmait les craintes de l'armée sur la capacité des institutions civiles à gérer la situation délicate des Kadogos.

Malgré tout, les discussions avec les ONG se sont révélées utiles à certains égards. Leurs propositions aidèrent le gouvernement à affiner le programme d'éducation pour les Kadogos. Tous s'accordaient sur la nécessité de créer une institution spéciale pour les Kadogos et d'inclure dans le programme une formation scolaire et pratique.

Il fut finalement décidé de confier à l'armée la responsabilité de veiller sur les Kadogos, de les éduquer et d'aider à leur développement. Toute aide devait passer par le ministère de la Défense. Cette responsabilité incluait la conception et la gestion du programme.

Lors de l'élaboration du programme, le ministère de la Défense adopta une approche progressive qui réinsérerait les Kadogos dans le système scolaire général du pays graduellement. A l'époque, la seule infrastructure éducative disponible dans l'armée était destinée à l'enseignement primaire. Toute éducation post-primaire devait être poursuivie en dehors de l'armée. (Récemment, une école secondaire militaire a été mise sur pied. Mais elle accueille surtout les orphelins des camarades tués au combat).

Les Kadogos ne seraient pas démobilisés ; ils demeureraient membres de l'armée, mais ne porteraient pas d'armes et ne feraient pas de service militaire. Néanmoins, ils continueraient d'avoir droit à tous les avantages des soldats, selon leur grade.

Cette approche assurait aux Kadogos de pouvoir se consacrer à leurs études sans en être distraits. En même temps, ils ne seraient pas démoralisés par la perte de leur statut de soldat de la NRA. En outre, ils étaient sûrs de rester proches de l'armée afin de pouvoir poursuivre leur service militaire avec un minimum de perturbations, une fois leur scolarisation terminée.

L'école des Kadogos fut mise sur pied comme unité indépendante spéciale relevant du quartier général de l'armée. Elle fut placée sous la direction du

cabinet du ministre adjoint de la Défense/Commissaire politique en chef, qui était responsable, entre autres, des questions d'éducation dans l'armée. L'école devait couvrir les sept années de l'enseignement primaire.

A l'école, les Kadogos termineraient (ou commenceraient) leur éducation primaire. Le programme scolaire serait basé sur le programme national de base, enrichi d'une formation pratique dans des compétences telles que la menuiserie, la charpenterie, l'agriculture, l'informatique, la mécanique et l'électronique de base. Les Kadogos suivraient également des cours de langues (anglais, swahili) et recevraient une éducation de base en politique et en science militaire.

Les enfants soldats qui réussiraient les examens du diplôme d'études primaires seraient réinsérés dans les écoles secondaires civiles. Ceux qui voudraient arrêter leurs études recevraient une formation militaire d'appoint et seraient répartis dans diverses unités. Ceux qui ne souhaitaient pas rester dans l'armée seraient démobilisés et aidés pour leur réinsertion dans la vie civile.

Les élèves qui échoueraient aux examens (niveaux « O » et « A »)¹ seraient répartis en deux catégories : 1) ceux capables d'entreprendre une formation technique ou professionnelle seraient envoyés dans les écoles professionnelles adaptées ; 2) les autres suivraient une formation militaire, s'ils le souhaitaient, et seraient répartis dans l'armée. Sinon, ils seraient démobilisés.

Les Kadogos qui obtiendraient un diplôme universitaire seraient nommés officiers et seraient répartis, à leur guise, dans les unités de l'armée correspondant à leurs domaines de compétence respectifs. S'ils optaient pour la vie civile, ils seraient démobilisés selon les procédures normales et recevraient une aide pour s'établir.

Durant la période des vacances, l'école hébergerait les Kadogos étudiant dans des établissements d'enseignement secondaire et post-secondaire.

L'école fermerait lorsque les derniers élèves de septième année auraient passé leurs examens, et lorsque ceux qui avaient abandonné l'école seraient établis. Elle cesserait alors d'être l'unité mère des Kadogos.

1. Le *O level* (ou Ordinary level) correspond à un certificat d'études secondaires obtenu après la réussite à un examen passé vers l'âge de 16 ans.
Le *A level* (ou Advanced level) correspond à un diplôme équivalent au baccalauréat obtenu après la réussite à un examen passé vers l'âge de 18 ans.

4. Mise en place du programme

Étape préparatoire

Il fallait entreprendre plusieurs tâches en même temps. La première était de créer l'école. Ce qui impliquait de trouver un site convenable pour l'école, de déterminer son programme, son organisation et sa gestion, de mettre en place une administration scolaire, de trouver et de former les enseignants, et de mettre en place la logistique requise. Il s'agissait aussi de repérer, de regrouper et d'enregistrer les Kadogos dispersés dans les diverses unités du pays.

M. Amana Mushega, alors ministre adjoint de la Défense et commissaire politique en chef, le major Kaliisa Bakali, alors directeur de l'éducation dans l'armée, et moi-même, officier d'état-major au quartier général de l'armée à l'époque, étions les principaux officiers responsables de ces tâches.

◆ Trouver un endroit convenable

Il fallait loger l'école dans les casernes de l'armée. Le tout était d'en trouver une qui soit suffisamment grande et qui ait les infrastructures nécessaires. Il y avait certes des bâtiments d'enseignement primaire dans les diverses casernes du pays, mais ils étaient délabrés. Il n'y avait eu ni rénovation ni construction de casernes depuis 1970. La plupart des infrastructures dans les casernes avaient été négligées et étaient en mauvais état. Les bâtiments avaient besoin de sérieuses rénovations : les systèmes de canalisation, d'arrivée d'eau et d'évacuation étaient démolis, l'électricité peu fiable, etc.

Une équipe d'officiers du quartier général de l'armée fut envoyée pour rechercher un site pour l'école. Ils visitèrent les casernes et les écoles primaires de l'armée dans tout le pays.

Il fut finalement décidé d'installer l'école dans les casernes de Mbarara, dans la banlieue de la ville, dans l'Ouest de l'Ouganda. Si elles étaient dans le même état que les autres casernes, elles avaient l'avantage de contenir assez de pièces pour accueillir les salles de classe et les logements des élèves et des enseignants. En outre, la région était riche en aliments divers et peu coûteux.

Ces casernes abritaient (et abritent encore) le quartier général divisionnaire de l'armée ainsi que l'école de formation militaire, ce qui était un avantage supplémentaire pour l'école des Kadogos.

◆ Organisation et gestion

L'organisation scolaire combinait les éléments d'une unité de formation militaire ordinaire de la NRA avec ceux d'un pensionnat civil ordinaire. L'école était essentiellement une unité militaire et était donc administrée comme telle, pour assurer discipline et efficacité.

Le personnel administratif était composé des personnes suivantes : un commandant, un directeur de l'école, un agent administratif, un instructeur en chef, un chef de bureau, un secrétaire, un commissaire politique, un officier de renseignements, un médecin-major, un trésorier/contrôleur financier, une assistante sociale, une infirmière (pour les Kadogos filles), un intendant, du personnel de cuisine. Il y avait également des commandants de compagnie et les Kadogos étaient organisés en pelotons et en compagnies, essentiellement pour des raisons de discipline.

Le personnel enseignant était composé d'enseignants dans les domaines suivants : mathématiques, sciences, histoire/géographie², langues (swahili et anglais), musique, danse et théâtre, couture, menuiserie, mécanique et électronique de base, poterie, agriculture, informatique, science militaire.

◆ Conception du programme scolaire

Il fallait concevoir un programme scolaire convenant à toutes les catégories de Kadogos en tenant compte de leur âge, de leurs antécédents, de leurs attentes et des objectifs généraux du programme.

Le programme de l'école des Kadogos fut conçu par le Directeur de l'éducation en accord avec le ministère de l'Éducation et le Bureau chargé de la formation militaire. Conformément aux objectifs, il comprenait le programme de base de l'enseignement primaire, une formation pratique et une éducation politique et militaire.

◆ Mise sur pied de l'administration scolaire ; recherche et formation du personnel enseignant

Outre l'aptitude au commandement, le directeur du programme devait avoir des qualités morales, une forte discipline et une bonne expérience de l'enseignement. Il fut si difficile de trouver la personne réunissant toutes ces qualités que l'école eut quatre directeurs différents durant la première année.

Une petite équipe de personnel administratif fut adjointe à un centre d'accueil dans les casernes de Bombo, près de Kampala, pour recevoir les Kadogos venus des diverses unités et les inscrire avant de les diriger vers leur nouvelle unité, l'école des Kadogos.

Parallèlement, des efforts conjugués permirent de repérer des soldats ayant une expérience professionnelle de l'enseignement. Heureusement, comme

2. En anglais : *social studies*

d'autres Ougandais, des enseignants de tous niveaux avaient rejoint à divers moments la guerre de brousse à titre de volontaires. Plusieurs enseignants furent repérés, dont des diplômés, des détenteurs de brevets et des instituteurs ayant enseigné dans des classes allant du grade 2 au grade 5³. Ils furent envoyés pour suivre des cours de recyclage en pédagogie, administration scolaire, et conseil en orientation avant d'être affectés à l'école des Kadogos. Il s'agissait bien évidemment de les préparer à prendre en charge la situation délicate des enfants soldats.

En outre, le ministère de l'Éducation détacha à l'armée des enseignants d'école primaire. Leur salaire était payé par le ministère et leur pension complète couverte par l'armée.

◆ Mise en place de la logistique requise

Entre-temps, les salles de classe et les dortoirs dans les casernes de Mbarara furent préparés et la logistique scolaire mise en place. Les casernes destinées à accueillir l'école ayant déjà servi d'école primaire militaire, elles convenaient parfaitement. Toutefois, elles avaient grand besoin de rénovations. Les nombreuses conditions nécessaires pour démarrer l'école n'avaient pas été prévues dans le budget 1986–87 car, comme nous l'avons souligné plus haut, ce programme fut élaboré dans la précipitation et il fut impossible de se préparer correctement.

Malheureusement, le pays avait à ce moment là d'autres exigences, d'autant plus que l'armée était toujours engagée dans une campagne de pacification qui se transforma, plus tard, en campagne contre l'insurrection quand une rébellion ouverte se déclara en 1986 dans les régions du Nord et de l'Est du pays.

Néanmoins, il fallut mobiliser des fonds pour mettre le programme en œuvre. Il fallut l'engagement personnel du ministre adjoint de la Défense, M. Amanywa Mushega, et de M. Karugaba, alors secrétaire de la Défense, pour que certaines rénovations soient effectuées et qu'une logistique de base soit mise en place pour permettre à l'école de démarrer. Le Président, qui était également ministre de la Défense, dut parfois même intervenir.

Il doit être souligné que si les ONG ont fait de nombreuses déclarations et beaucoup de bruit sur les Kadogos et si quelques-unes ont effectivement apporté des contributions négligeables, le programme des kadogos ne reçut pratiquement aucune aide extérieure. Le budget de l'école des Kadogos fait partie du budget de la Défense, totalement financé par le gouvernement ougandais. Si le programme a pâti d'installations et de fonds insuffisants, cela ne fut pas volontaire, mais en raison de contraintes budgétaires dues aux ressources

3. Les grades 2 et 5 correspondent aux 2^e et 5^e année du primaire (équivalent au Cours préparatoire et au Cours moyen 2^e année).

gouvernementales fort limitées dont le gouvernement du NRM avait hérité.

Malgré tout, l'éducation des Kadogos restait prioritaire et tout fut raisonnablement mis en oeuvre pour la rendre possible. A mesure que les finances de l'Etat se rétablirent, la situation s'améliora d'année en année.

◆ Repérage et inscription des Kadogos

On envoya à toutes les unités militaires des messages demandant aux commandants de libérer et d'envoyer tous les Kadogos sous leur commandement au quartier général de l'armée dans les casernes de Bombo, près de Kampala. A la fin de 1986, 300 Kadogos, âgés de sept à seize ans, étaient inscrits dont 40 filles. Dix d'entre eux avaient moins de sept ans et le plus jeune, quatre ans. Les Kadogos furent enregistrés dans les casernes de Bombo et, en juin 1987, quand ils furent envoyés à leur nouvelle école dans les casernes de Mbarara, leur nombre s'élevait à 638.

Obtenir des Kadogos qu'ils quittent leurs unités ne se fit pas sans difficultés. La plupart étaient très attachés à leurs commandants et avaient noué avec eux des liens étroits. Ils ne se séparèrent d'eux qu'à contrecœur. Après le démarrage de l'école, les Kadogos continuèrent à arriver. Pendant cette période, il arrivait également qu'une fois inscrits à l'école, des Kadogos s'enfuient pour retourner dans leurs unités d'origine. Ce problème ne cessa de compliquer le programme au plan administratif.

La mise en oeuvre du programme

◆ Nombre de Kadogos dans le programme

L'école débuta officiellement en juin 1987 avec 638 élèves, dont 40 filles. Avec l'arrivée après 1987 d'autres kadogos en provenance de diverses unités, ce chiffre augmenta pour atteindre 1 580. Ce fut le nombre le plus élevé jamais obtenu. Toutefois, pour diverses raisons, les effectifs ne se maintinrent pas à ce niveau.

Premièrement, le taux de désertion de l'école fut très élevé, particulièrement au début. Les déserteurs retournaient à leur unité d'origine et, en raison de la camaraderie de la vie militaire et de l'attitude libérale des unités, on les y accueillait volontiers. A ce jour, on a dénombré 582 déserteurs. Toutefois, plusieurs de ces soldats avaient plus de 18 ans et n'étaient donc pas techniquement des enfants soldats. Ils s'intéressaient peu aux études et trouvaient la vie scolaire et les règlements trop contraignants.

Deuxièmement, plusieurs Kadogos furent, pour des raisons variées et à divers moments, envoyés dans des écoles de formation militaire pour parfaire leur entraînement et ensuite réintégrer le service actif de l'armée. De 1991 à 1992, 514 Kadogos furent ainsi transférés dans des écoles militaires et répar-

tis ensuite dans les différentes unités de l'armée. Ce nombre comprend ceux que les diverses unités avaient directement réintégrés. Ils avaient été renvoyés de l'école soit parce qu'ils étaient trop âgés, soit parce qu'ils ne s'intéressaient pas à leurs études ou avaient des problèmes de discipline sérieux et persistants.

Troisièmement, 125 Kadogos demandèrent officiellement et à des moments différents d'être libérés de l'armée. Ils bénéficièrent d'une aide à la réinsertion, versée dans le cadre du programme de réduction des forces armées (*Reduction in Force Program* ou RIF) financé par la Banque mondiale et furent pris en charge par les bureaux des anciens combattants de leurs districts.

Quatrièmement, 30 Kadogos inscrits au programme sont décédés, à ce jour, principalement de causes naturelles.

En conséquence, le programme compte actuellement 276 Kadogos qui poursuivent leurs études à différents niveaux.

État de l'école des Kadogos

Plusieurs facteurs ont eu une influence sur la gestion et le rendement de l'école.

◆ Infrastructure et logistique

Les casernes qui abritaient l'école étaient, comme toutes les autres casernes de l'armée, en mauvais état. Celles de Mbarara avaient été détruites par deux guerres : la guerre de 1978-79, qui avait entraîné la chute du régime de Idi Amin, et la guerre de brousse de la NRA, de 1981 à 1989. Les systèmes d'adduction d'eau et d'égout et les installations électriques avaient été détruits. A l'ouverture de l'école, il n'y avait ni eau courante ni électricité. Il fallait improviser. L'eau était acheminée à l'aide de camions citernes, on s'éclairait à la lanterne et on creusait des fosses pour les latrines.

Ces difficultés demeurent aujourd'hui car il faudrait rénover toutes les casernes et remettre en état les infrastructures, ce qui représenterait une opération très coûteuse.

Par ailleurs, à l'ouverture de l'école, la logistique requise n'était pas en place. Les enfants soldats avaient besoin de matériels de base, notamment de matériel de couchage, d'uniformes, de chaussures, de matériel scolaire, de mobilier, de fournitures médicales, etc. Il fallait également prévoir leur transport à l'école. Il fallut deux ans avant d'obtenir certaines fournitures essentielles. Du fait notamment de l'insuffisance des fonds et des retards bureaucratiques.

Malgré ces difficultés, les installations à la disposition des Kadogos étaient suffisantes pour démarrer l'école et elles étaient certainement meilleures que celles de la plupart des autres écoles.

◆ Le personnel

La politique de l'école étant d'avoir 40 élèves par enseignant, l'école avait besoin de 52 enseignants. Toutefois, en raison d'un personnel insuffisant, le ratio élève-enseignant était très élevé. Le tableau suivant indique le nombre d'élèves par classe en 1987.

| | | | | | | | |
|----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Classes : | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
| Nb. d'élèves : | 181 | 143 | 212 | 120 | 186 | 115 | 100 |

Pour résoudre ce problème, le recrutement intensif d'enseignants fut mis en oeuvre avec l'aide du ministère de l'Éducation.

◆ Problèmes de discipline

Les problèmes de discipline à l'école étaient variés. Comme on l'a déjà noté, il était fréquent que les Kadogos s'enfuient pour retourner à leurs unités d'origine. Au début un certain laxisme administratif leur permettait de s'échapper ainsi, mais après la mise en place d'une administration plus forte en 1991, ce problème disparut. Une unité de police fut notamment mis sur pied pour renforcer la discipline.

L'absentéisme était également très élevé, surtout dans les premières années. Ce problème était également dû à la faiblesse de l'administration. Les changements intervenus en 1991 pour renforcer la discipline le réduisirent considérablement. Les Kadogos qui, même après une assistance scolaire soutenue, se désintéressaient de leurs études, ou qui étaient trop âgés pour leur classe, étaient renvoyés au service militaire actif.

De plus, certains Kadogos avaient un comportement criminel et antisocial. Toxicomanie, prostitution, violence et alcoolisme furent partie des problèmes rencontrés. Ce fut surtout le fait des Kadogos de plus de 15 ans. Ce problème fut réglé par l'application rigoureuse du code de conduite militaire ; les élèves incorrigibles furent repérés, soumis à un interrogatoire et renvoyés dans le service actif pour être recyclés ou redéployés.

Par ailleurs, les Kadogos n'avaient que peu d'estime pour leurs enseignants qui n'avaient que peu ou pas d'expérience militaire et étaient de grades militaires inférieurs. Membres de la NRA depuis le début de la guerre, plusieurs Kadogos étaient de grades plus élevés que leurs enseignants et se sentaient « supérieurs » à leurs enseignants. Ce qui explique pourquoi les Kadogos n'en firent qu'à leur tête pendant longtemps.

Les enseignants furent élevés au rang d'officier afin qu'ils puissent avoir de l'autorité sur les Kadogos. Cette mesure, conjuguée à un renforcement de l'administration scolaire, améliora la discipline à l'école.

5. Résultats du programme

Performance scolaire

Le principal objectif du programme était de donner aux enfants soldats la meilleure éducation possible, tout en respectant leur désir de rester soldat.

En 1989, un premier groupe de Kadogos (45 étudiants) fut admis dans diverses écoles secondaires civiles, après avoir réussi les examens du diplôme d'études primaires. Pour pouvoir assurer un suivi et un contrôle de leurs résultats, on les fit admettre dans des écoles de Mbarara ou des environs, non loin de l'école des Kadogos. En outre, quelques enfants allaient à l'école de jour, en ville, à distance de marche des casernes.

Au départ, la plupart des directeurs d'école étaient peu disposés à les accueillir. Cependant, les Kadogos se révélèrent être parmi les étudiants les plus disciplinés des diverses écoles où ils étudièrent.

En 1995, un premier groupe de Kadogos passa les examens d'admission à l'université. Certains les réussirent et furent admis.

Actuellement, sur les 276 Kadogos qui poursuivent leurs études, 210 sont inscrits à l'école secondaire, 33 dans des collèges techniques, 16 dans des établissements d'enseignement supérieur, et 17 suivent différents cours à l'université de Makerere. Parmi les 40 filles, une seulement continue ses études, et suit un cours avancé d'infirmière. Les autres ont préféré réintégrer les effectifs féminins de l'armée. Le groupe le plus faible se trouve en première année du secondaire alors que le groupe le plus fort termine sa dernière année à l'université de Makerere.

Si le nombre de Kadogos qui poursuivent des études est relativement faible, le groupe est de grande qualité. Et certains Kadogos comptent parmi les meilleurs étudiants du pays. L'un d'eux, le lieutenant Pollar Awich, s'est distingué en se présentant aux élections législatives (sans succès toutefois) durant les élections nationales de 1996. Il prépare actuellement une licence à l'université Makerere.

En 1996, lorsque le dernier groupe de Kadogos passa les examens du diplôme d'études primaires, l'école primaire des Kadogos cessa techniquement d'exister. Elle demeure toutefois « l'unité mère » des Kadogos. Ils y sont hébergés durant les vacances scolaires, pour recevoir leur formation politique et militaire. Ceux qui préfèrent retourner dans leur région natale obtiennent une permission, une indemnité pour les frais de transport et une petite allocation.

L'armée a la responsabilité d'assurer l'admission des Kadogos dans les établissements d'enseignement supérieur. Elle inscrit ceux qui ne réussissent pas à l'université dans d'autres établissements, tels que les collèges techniques. Elle doit assurer le paiement des frais de scolarité dans les établissements respectifs. Chaque année, le ministère de la Défense inclut ces dépenses dans son budget. Toutefois le programme a parfois souffert de retards de paiement (et certains établissements ont donc renvoyé ces enfants) mais lorsque cela s'est produit, l'armée a négocié avec les autorités scolaires pour que les Kadogos puissent continuer d'étudier.

Alphabétisation et adaptation

Les Kadogos qui, pour diverses raisons, ne réussissent pas à suivre une éducation formelle sont recyclés et renvoyés dans le service actif. Beaucoup d'entre eux, qui étaient analphabètes, retournent à l'armée en sachant au moins lire et écrire.

Ainsi, l'armée n'a pas abandonné les Kadogos. En les reprenant, elle s'est montrée capable de les protéger et d'assurer leur avenir.

Les Kadogos qui ont choisi de quitter l'armée ont reçu de l'aide pour s'établir dans la vie civile. En fonction des fonds disponibles, des projets d'aide sociale ont été organisés pour eux afin qu'ils puissent mener une vie raisonnablement confortable.

6. Conclusions

L'évaluation

D'une manière générale, le programme a été une réussite, car il a offert aux enfants soldats la possibilité d'être scolarisés sans cesser d'être soldats. Pour certains, c'était la première fois qu'ils allaient à l'école.

Si le nombre de Kadogos qui poursuivent les études est relativement peu élevé, le programme a néanmoins atteint ses objectifs. Espérer qu'une majorité d'entre eux poursuivrait leurs études dans l'enseignement secondaire était irréaliste. Même dans le système scolaire général et dans des circonstances normales, un nombre limité d'écoliers est admis dans l'enseignement supérieur. Toutefois, la qualité des résultats obtenus par les Kadogos qui étudient dans les établissements d'enseignement supérieur compense leur petit nombre.

La plupart des Kadogos qui n'ont pas poursuivi leurs études ont trouvé leur place à l'armée. Ils continuent d'avoir la possibilité de cultiver leurs aptitudes intellectuelles et d'acquérir des compétences pratiques, tout en poursuivant une carrière militaire.

Leçons à tirer

Quelques leçons peuvent être tirées de cette expérience.

Premièrement, le programme a souffert d'un manque de préparation. Il fut lancé dans la précipitation, ce qui coûta cher au stade de la mise en œuvre. Ainsi, il a fallu attendre 1991, pour que soit mise en place une administration suffisamment forte pour stopper les désertions et régler les autres problèmes de discipline dans l'école. Le gouvernement aurait dû être plus ferme et ne pas laisser les ONG le précipiter dans l'action avant d'être prêt.

Il n'aurait fallu tolérer aucun laxisme dans la façon de traiter les Kadogos dans les unités et à l'école. Ce manque de rigueur a fait que les Kadogos quittaient facilement l'école sans permission et que leurs unités d'origine les réintégraient sans poser de questions. Ce laxisme a fait perdre à beaucoup de jeunes Kadogos l'occasion de recevoir une éducation.

Malgré ces difficultés, l'expérience prouve que la volonté et l'esprit d'innovation ont été des facteurs déterminants pour la réussite du programme. En dépit des maigres ressources et des obstacles multiples, le gouvernement a réussi à régler le problème des enfants soldats, principalement grâce à sa déter-

mination et à son sens de l'improvisation. Il faut saluer, en particulier, les dirigeants de l'armée et, plus généralement, le ministère de la Défense, pour leur attitude ferme et paternelle sur la question des Kadogos.

Le refus de l'armée de se laisser influencer par les ONG (qui avaient promis leur aide) en ce qui concerne le devoir d'assurer l'éducation, le bien-être et l'avenir des Kadogos est un exemple à méditer et à imiter.

Le programme de réinsertion scolaire des enfants soldats de l'Ouganda a largement été imposé par le contexte particulier dans lequel se trouvait le pays. La réussite de son application éventuelle dans d'autres pays qui seraient confrontés à des problèmes similaires dépendra de la similitude des contextes avec l'expérience ougandaise. Cela dit, comme toute expérience, elle est bonne à retenir. ■

La collection « Expériences réussies »

A l'instigation des ministres africains, l'ADEA a entrepris de publier des rapports relatant des expériences africaines réussies dans le domaine de l'éducation. Les ministres africains ont ainsi la possibilité de décrire comment ils ont traité un problème spécifique du secteur de l'éducation.

Cet ouvrage sur la réinsertion des enfants soldats dans le système scolaire a été écrit par le colonel Kale Kayihura, qui a joué un rôle important dans le programme ougandais d'insertion scolaire des enfants soldats.

Note sur l'auteur

Le colonel Kale Kayihura est né en 1956 dans le Comté de Kisoro, à l'ouest de l'Ouganda.

Kale Kayihura a d'abord fait des études de droit. Diplômé du *Law Development Centre* à Kampala, il a ensuite obtenu une Licence en droit à l'université de Makerere et une Maîtrise à l'université de Londres (R-U).

Jeune officier dans les forces armées du peuple ougandais (UPDF - Uganda's People's Defence Forces), Kale Kayihura a été l'un des principaux officiers à être impliqués dans le programme d'insertion scolaire des enfants soldats. Il devint commissaire politique en chef et directeur de l'éducation politique pour l'UPDF jusqu'en 1998, date à laquelle il fut appelé à la Présidence du pays. Il est actuellement conseiller militaire auprès du président de l'Ouganda.

Association pour le développement de l'éducation en Afrique

Institut international de planification de l'éducation
7-9, rue Eugène-Delacroix, 75116 Paris, France

Tél : +33/(0)1 45 03 77 57 Fax : +33/(0)1 45 03 39 65

Mél : adea@iiep.unesco.org Site web : <http://www.adeanet.org>